

Eddy Khaldi et Muriel Fitoussi, « *Main basse sur l'école publique* », Demopolis, 2008.

« *Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur* » disait Nicolas Sarkozy en décembre 2007 au Vatican, discours inspiré par Emmanuelle Mignon, conseillère du président, qui ne cachait pas en 2004 qu'elle est « *pour une privatisation totale de l'Education Nationale* » ! Or depuis son arrivée au ministère, Xavier Darcos fait passer un nombre de réformes impressionnantes : service minimum, suppression des postes, abandon de la carte scolaire, réforme des programmes et du fonctionnement du primaire, réforme des lycées... Comment y voir clair dans ce foisonnement de réformes tous azimuts ? C'est ce que propose ce livre stimulant, dense et documenté, écrit par Eddy Khaldi, enseignant, et Muriel Fitoussi, journaliste, qui a été publié cet été chez Demopolis.

Il montre d'abord à propos de la politique gouvernementale qu'il s'agit bien d'une application structurée et pensée d'une idéologie cohérente qui a pénétré l'Etat à partir des années 70. A partir de groupes de réflexions et de réseaux comme Créateurs d'écoles (dont Darcos est un membre fondateur), Enseignement et Liberté ou SOS éducation, les partisans de la séparation de l'Ecole et de l'Etat ont pénétré les plus hautes instances de l'Etat. On observe une fusion des idéologies d'extrême droite (Club de l'horloge), des ultralibéraux (Alain Madelin) et des extrémistes catholiques, et leur entrisme dans les institutions de la République (les penseurs des clubs d'hier, comme Créateurs d'écoles, sont aujourd'hui ministre de l'Education Nationale, recteur de l'académie de Paris, conseillers à l'Elysée et au ministère...). Leur objectif est une remise en cause du monopole de l'enseignement par l'Education Nationale par son démantèlement et la mise en place de la liberté éducative, c'est à dire la liberté d'implantation des établissements scolaires et du choix des écoles par les parents. Cette liberté bénéficie d'abord à l'enseignement catholique, moins touché d'ailleurs par les diminution de postes que le public. Le Plan Banlieue, cher à Mme Amara, entend favoriser le développement de nouvelles classes d'enseignement privé dans les quartiers. Aujourd'hui, ils envisagent la fin du monopole d'Etat du financement de l'éducation par la mise en place du chèque éducation (*education voucher anglo-saxon*) qui permettrait à chaque famille de décider de l'affectation de son enfant, dans des écoles qui recrutent elles-mêmes les enseignants, définissent les programmes et leur organisation.

Après une étude de la fusion des différents conservatismes hostiles au service public, les auteurs reviennent sur 40 ans de guerres scolaires, animées par la volonté de la Droite et de l'enseignement catholique d'en finir avec l'Education Nationale. Enfin, ils démontrent l'importance des apports idéologiques de l'Opus Dei et autres pour favoriser l'enseignement catholique, choyé depuis 2004 lorsque l'Etat a autorisé les collectivités territoriales à financer sans limites les établissements privés.

Ce livre met parfaitement en valeur la haine de la Droite envers l'Education Nationale et sa volonté de démantèlement, qui montre d'ailleurs son absence de politique éducative. Il permet de comprendre la cohérence des réformes du ministre X. Darcos, et doit interpellé tout républicain attaché au vivre ensemble et à l'importance de l'éducation dans la constitution et la transmission de nos valeurs et du vivre-ensemble.

Edouard COLIN.